



Lettre n°55 du 9 septembre 2018

La pauvreté, les inégalités, la régression sociale ne peuvent se combattre sans combattre la domination capitaliste

Il y a trois mois, Macron qualifiait de « *pognon de dingue* » les sommes consacrées aux minima sociaux. Aujourd'hui son gouvernement au grand complet se mobilise sans état d'âme pour faire la promotion du « *plan pauvreté* » qu'il présentera le 13 septembre.

13,6 % de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté en France (1015 euros par mois pour une personne seule) dont 19,1 % des moins de 18 ans, 3 millions d'enfants.

4 millions de personnes sont mal-logées ou sans domicile. 31 000 enfants n'ont pas de domicile, 9000 habitent des bidonvilles. 80 % des enfants qui sont pris en charge par l'aide sociale le sont pour des raisons de pauvreté.

Quant à la santé et aux soins, les fermetures de lits et d'hôpitaux, les déserts médicaux, la baisse des remboursements et les dépassements d'honoraires les rendent de moins en moins accessibles à une fraction croissante de la population.

Derrière la froideur des chiffres, autant de situations révoltantes alors que les capitalistes se distribuent les profits et que le gouvernement multiplie les cadeaux aux riches. Macron et ses ministres appellent ça des « *inégalités de destin* »... et continuent à sabrer les budgets sociaux, préparent la dégressivité des allocations chômage, bloquent la hausse des retraites et de la plupart des minima sociaux à 0,3 % quand l'inflation officielle est à plus de 2 % ! Alors que toute leur politique génère pauvreté et inégalités croissantes, ils ont le cynisme de prétendre lutter contre !-

Ils font mine de s'étonner que près de 40 % des familles qui peuvent prétendre au RSA n'en ont pas fait la demande, ils envisagent de rendre l'inscription « *automatique* »... et prévoient de faire sortir de nombreuses personnes du dispositif. Selon un rapport commandé par le Premier ministre, « *une réforme importante du système permettrait d'économiser plus d'un milliard* ». L'objectif s'inscrit dans l'offensive qui redouble.

La pauvreté participe d'une régression sociale globale qui touche une fraction de plus en plus grande des tra-

vailleurs, y compris ceux qui ont un emploi. Les profits du capital ne peuvent prospérer qu'au prix d'une exploitation et d'une paupérisation croissantes, la dépossession du plus grand nombre.

Sur le terrain et par les moyens de la lutte de classe

Face aux attaques, aux licenciements (Carrefour vient de licencier 1300 salariés), aux suppressions d'emplois annoncées dans le privé comme dans le public (1600 cette semaine pour le seul ministère des sports dans le cadre de Cap22), le mécontentement est profond.

Alors que le désaveu du gouvernement n'a jamais été aussi grand, CGT, FO, Solidaires appellent à une journée nationale de lutte le 9 octobre, plus d'un mois après que l'ensemble des directions syndicales ont été reçues, du 29 août au 4 septembre, par Philippe, Pénicaud et Buzyn qui avaient promis de davantage « *associer* » les syndicats aux réformes en cours...

Combattre la régression sociale et la politique du gouvernement ne peut se faire que sur le terrain et par les moyens de la lutte de classe, en combattant la logique et la domination capitalistes. C'est lutter en vue d'imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail, des embauches massives dans les services publics, s'opposer aux restructurations, aux attaques contre les droits des travailleur-se-s, des chômeur-se-s, des jeunes, des retraité-e-s, des immigré-e-s, imposer l'augmentation des salaires, des pensions, des revenus sociaux.

Qu'il s'agisse des militants qui tentent de construire la mobilisation dans l'usine Ford à Bordeaux et sur la ville, des cheminots qui se mobilisent contre la répression et qui seront en grève le 18 septembre contre la réforme, des hospitaliers dont les luttes n'ont pas cessé durant l'été, des postiers..., nombre de militants du mouvement tentent aujourd'hui de donner confiance, de regrouper, d'organiser démocratiquement. Leur convergence se construit en totale indépendance du leurre du dialogue social et des logiques institutionnelles.

Démocratie révolutionnaire